



Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 124

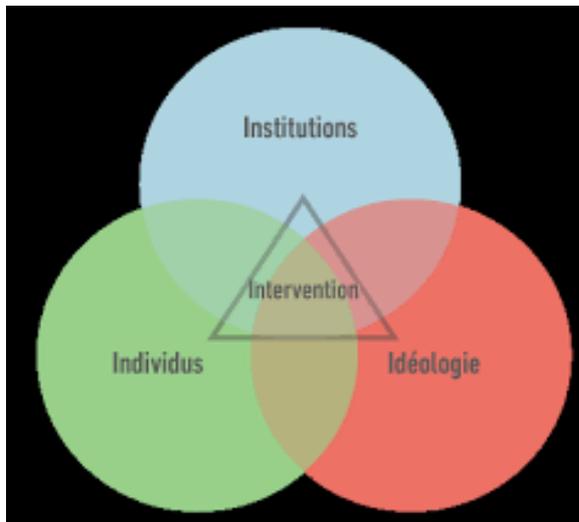
" Réfléchir à changer "

Avril 2021

Evolution de l'extrémisme violent et de l'insécurité au Mali



Editorial



La décennie en cours aura fait de l'insécurité au Mali une des préoccupations majeures des autorités, du secteur privé et des populations. Elle prend la forme de rébellion, de jihadisme, de terrorisme et d'extrémisme violent en tout genre, autant

d'incidents qu'il faut d'abord clarifier au plan conceptuel et donc définir assez clairement pour préciser ce dont on parle ici. De la même manière que le secteur privé doit être défini à tout le moins caractérisé, aussi bien dans sa composition d'entreprises que dans sa représentativité à travers les organisations patronales (nationales, sectorielles et régionales) et les chambres consulaires.

Les actes d'extrémisme violent et de terrorisme dans la région du Sahel sont de plus en plus fréquents, de plus en plus sévères, avec d'importantes pertes en vies humaines et destruction d'infrastructures sociales de base, et de plus en plus complexes par l'imbrication des acteurs locaux, régionaux et internationaux.

Massa Coulibaly

Introduction

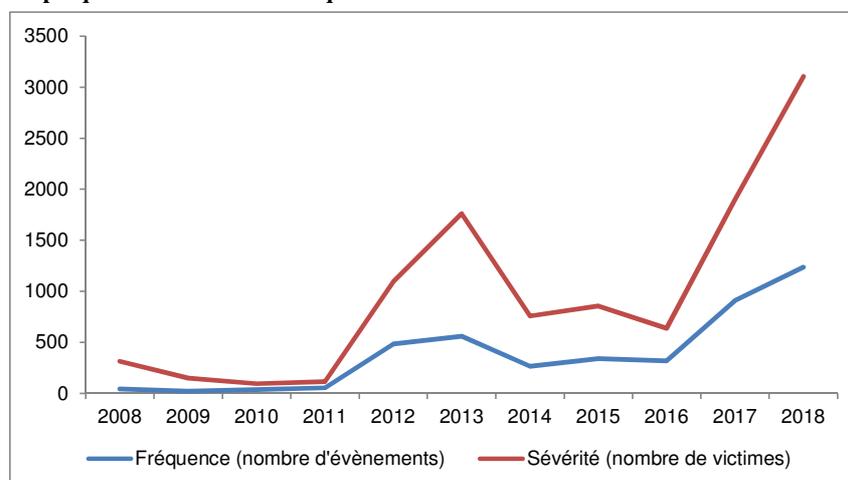
Pour examiner et analyser l'évolution des incidents au Mali, recours est fait aux données de la base internationale de données des conflits armés (ACLED) ainsi qu'à celle du Ministère malien de la sécurité et de la protection civile. L'analyse est faite selon la fréquence des actes d'extrémisme violent et d'insécurité, les effets, les acteurs et la localisation géographique.

1. Tendances générales

De moins de 100 incidents terroristes, dans le monde, en 1970, l'on passe à plus de 15'000 en 2014, avec une augmentation importante du nombre d'incidents à partir de 2010, précédée d'une augmentation significative en 1992 (5000 incidents) et une baisse tout aussi significative en 1998 (près de 1000 incidents). Sur la même période, le nombre de victimes passe de moins de 1000 à plus de 70'000, avec une augmentation continue depuis 2010 (Mirza, 2015). En se limitant au cas spécifique du Mali, la base de données ACLED révèle que le nombre d'incidents est passé de 42 en 2008 à 1235 en 2018, soit une multiplication par 29 sur une décennie ou encore un accroissement annuel moyen de 40%. La crise de 2012 a fait passer le nombre d'incidents de 54 seulement en 2011 à 483, presque une multiplication par 9. La fin de la crise dans sa forme d'occupation territoriale par les jihadistes en fin 2013 a permis la réduction du nombre d'incidents en 2014, 265 contre 560 une année auparavant. En 2017 et 2018, en l'espace de deux ans donc, on enregistre plus d'incidents que sur les 9 années précédentes, de 2008 à 2016. Les deux dernières années sont marquées par une nette prédominance des individus et groupes armés non identifiés (IANI et GANI), les islamistes, les combattants d'obédience ethnique et les rebelles qui ont cependant été plus impliqués en 2012 qu'en toute autre année.

Les 10'776 victimes causées par les incidents d'insécurité et d'extrémisme violent sont à 70% soit des islamistes, des militaires, des rebelles ou des civils. Les composantes les moins touchées sont les groupes armés, les forces armées étrangères, 20% de toutes les victimes. En 2012, les FAMA et les groupes rebelles ont été de loin les plus touchés, suivis des islamistes et des civils. En 2018, ceux qui paient le plus de tribut sont les islamistes, les civils et individus identifiés au faciès ethnique, pour les deux tiers des victimes.

Graphique 1. Evolution des fréquences et sévérités des évènements de 2008 à 2018



2. Evolutions spatiales

Au total, les 4 257 incidents d'insécurité de 2008 à 2018 auront causé 10 776 victimes, soit 3 victimes par évènement, ce qui est le ratio annuel généralement observé si ce n'est en 2008 et 2009 où il était de 7 victimes par incident. Les régions les plus victimisées sont Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou, pour près de 9 victimes sur 10. Les régions de Sikasso et surtout de Kayes semblent les moins touchées par les actes d'extrémisme violent ou d'insécurité.

Tableau 1. Les victimes des évènements par région

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Mopti				0	68	464	2	156	224	584	1 470	2 968
Gao	8	56	2	28	224	396	223	202	74	564	1 016	2 793
Kidal	258	90	28	0	484	686	432	152	158	266	146	2 700
Tombouctou	2		48	14	88	186	96	166	108	184	230	1 122
Ségou	6				94	6		54	52	258	195	665
Bamako			4	30	72	22	6	64	12	4	2	216
Koulikoro				4	58	0		36	8	36	32	174
Sikasso	40				4		0	26	0	2	8	80
Kayes		2	12	38		0	0	0	0	0	6	58
Total	314	148	94	114	1 092	1 760	759	856	636	1 898	3 105	10 776

Il faut noter que bien qu'enregistrant moins de victimes que la région de Sikasso, la région de Kayes enregistre plus d'incidents, ce qui se traduit par le plus faible ratio de victimes par incident pour cette région. La détérioration inquiétante de la situation sécuritaire en 2018 est particulièrement le fait des régions de Mopti et de Gao, pour plus des deux tiers des incidents pour 80% des victimes.

Tableau 2. Les évènements par région

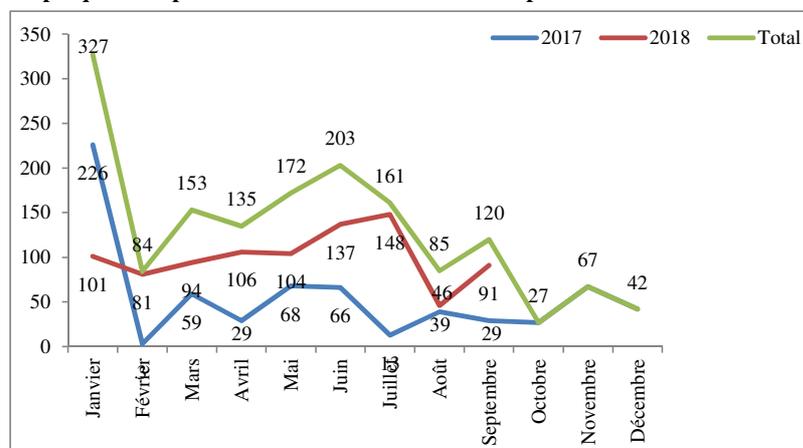
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Gao	4	6	2	8	162	137	70	84	47	234	310	1 064
Mopti				6	24	78	2	50	77	267	524	1 028
Kidal	28	12	8	4	70	174	124	71	73	166	87	817
Tombouctou	4		16	10	114	93	46	60	70	118	159	690
Bamako			6	8	82	46	19	31	22	30	34	278
Ségou	4				10	26		16	16	74	79	225
Koulikoro				3	16	4		8	8	14	24	77
Kayes		2	2	15		2	3	6	2	2	12	46
Sikasso	2				5		1	12	2	4	6	32
Total	42	20	34	54	483	560	265	338	317	909	1 235	4 257

3. Chronologie des évènements

Les données du Ministère de la sécurité et de la protection sociale (MSPC) sur l'année 2017 et les trois premiers trimestres de 2018 notent nettement plus d'incidents sécuritaires en 2018 qu'en 2017 quel que soit le mois avec cette particularité que le mois de juillet aura été le plus incidentogène en 2018 mais plutôt celui d'août en 2017. On notera utilement que lorsqu'il ya "accalmie" un mois, le nombre d'incidents décuple le mois suivant, ce qui est encore plus vrai en 2018. Les mois de janvier et de juin sans enregistrer le plus d'incidents sécuritaires enregistrent néanmoins le plus de victimes, c'est comme si ces mois, surtout celui de janvier, enregistraient des types spécifiques d'incidents bien plus meurtriers que les autres. De janvier à mai, le moins de victimes d'un mois est suivi du plus de victimes le mois suivant puis le nombre de victimes croit de mai à juin (jusqu'en juillet pour 2018) pour amorcer une relative

décroissance en août et reprendre la tendance générale ensuite d'un mois d'accalmie suivi d'un mois d'horreur.

Graphique 2. Répartition des victimes d'insécurité par mois de 2017 et 2018



Source: MSPC (2018)

Toujours selon les données du MSPC, en 2017 et 2018, sur 7 trimestres d'observations, on enregistre 388 incidents sécuritaires avec le plus d'incidents au troisième trimestre suivi du deuxième et du premier. L'année 2017 est surtout marquée par la recrudescence des attaques armées et de l'usage des mines et autres engins explosifs improvisés, et cela tout le long de l'année, pour plus de quatre incidents sur cinq. En 2018, ces deux types d'incidents représentent un peu plus de la moitié des incidents ce qui accroît le poids d'autres formes de manifestations de l'extrémisme violent ou de l'insécurité, entre autres, les assassinats et embuscades, un tiers des incidents.

4. Quid des auteurs

En analysant les trois premiers trimestres de 2018 (ceux pour lesquels l'on dispose de statistiques), l'essentiel des incidents sécuritaires est provoqué par des individus ou groupes armés non identifiés, près de 9 incidents sur 10 (87%). Les autres éléments non négligeables sont les chasseurs, les jihadistes identifiés comme tels en plus des couples chasseurs-bandits armés, chasseurs-terroristes, les rebelles, les combattants communautaires et autres groupes d'obédience ethnique.

Conclusions

La recrudescence des incidents sécuritaires (qu'ils soient terroristes ou jihadistes) montre combien le pays est vulnérable aux menaces de l'extrémisme violent et combien il en est devenu le foyer du terrorisme. S'il existe bien un lien entre la pauvreté et la délinquance classique (vols, trafic, fraude, ...), le manque d'éducation serait en général, au contraire, un facteur de non-participation aux actes politiques, légaux ou illégaux". Toutefois, les principales sources de financement des activités terroristes seraient le racket, les trafics illégaux (drogue, cigarettes, etc.), les réseaux de contrebande déjà présents dans le pays, le détournement de dons d'œuvre caritative, etc.